



MINISTRE DES MINES

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 0101 / CAB.MIN/MINES/01/2017 DU 14 AVR 2017
PORTANT OCTROI DU PERMIS D'EXPLOITATION N°13259 A LA SOCIETE
LUALABA MINING RESOURCES Sarl

LE MINISTRE,

Vu la Constitution, telle que modifiée et complétée à ce jour, spécialement ses articles 93, 202 point 36 littera f, et 203 point 16 ;

Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, spécialement ses articles 10, 12, 45, 48 alinéa 1^{er}, 56 et 57;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, notamment ses articles 96 à 102 et 104 à 107 alinéa 1^{er} ;

Vu l'Ordonnance n° 15/014 du 21 mars 2015 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités pratiques de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 15/015 du 21 mars 2015 fixant les attributions des Ministères, spécialement son article 1^{er} B point 19 ;

Vu l'Ordonnance n°16/100 du 19 décembre 2016 portant nomination des vice-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, d'un Ministre Délégué auprès du Premier Ministre et des Vice-Ministres ;

Considérant la demande de cession Partielle n°6947 introduite en date du 14/11/2016, sur base du Contrat de cession des droits miniers signé entre la société **LUALABA MINING RESOURCES Sarl** et **GECAMINES SA** en date du **13/09/2016**, et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre Minier et de la Direction des Mines

ARRETE :



Article 1^{er} :

Il est octroyé à la société **LUALABA MINING RESOURCES Sarl**, ayant son siège social sis route Kakontwe n°26-27, Likasi/Panda, Haut-Katanga, le Permis d'Exploitation n°**13259**, issu de la cession partielle du Permis d'Exploitation n°**464**

Article 2 :

Le Permis d'Exploitation n°**13259** est établi sur un périmètre composé de **7 carrés** entiers dans le Territoire de Kambove, Province du **Haut-Katanga**.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit périmètre, suivant le datum WGS84, sont :

Sommets	Longitude			Latitude		
	Deg	Min	Sec	Deg	Min	Sec
1	26	43	30.00	-10	48	30.00
2	26	43	30.00	-10	48	0.00
3	26	44	30.00	-10	48	0.00
4	26	44	30.00	-10	46	0.00
5	26	45	0.00	-10	46	0.00
6	26	45	0.00	-10	48	30.00

Cartes de Retombe S11/26

Article 3 :

La partie non cédée du Permis d'Exploitation n°**464** est établie sur un périmètre composé de **21 carrés** entiers.

Les coordonnées géographiques des sommets dudit périmètre, suivant le datum WGS84, sont :

Sommets	Longitude			Latitude		
	Deg	Min	Sec	Deg	Min	Sec
1	26	45	0.00	-10	48	30.00
2	26	45	0.00	-10	49	0.00
3	26	45	30.00	-10	49	0.00
4	26	45	30.00	-10	50	0.00
5	26	45	0.00	-10	50	0.00



6	26	45	0.00	-10	52	0.00
7	26	43	30.00	-10	52	0.00
8	26	43	30.00	-10	50	30.00
9	26	44	0.00	-10	50	30.00
10	26	44	0.00	-10	49	30.00
11	26	43	30.00	-10	49	30.00
12	26	43	30.00	-10	48	30.00

Cartes de Retombe : S11/26

Article 4 :

Le Permis d'Exploitation n°**13259** confère à la Société **LUALABA MINING RESOURCES Sarl** le droit exclusif d'effectuer, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2, les travaux de prospection, de recherches et d'exploitation des substances minérales suivantes : **Cobalt et Cuivre**.

Ce droit s'étend à la construction des installations nécessaires à l'exploitation minière, à l'utilisation des ressources d'eau et du bois, à la libre commercialisation des produits marchands conformément à la législation en la matière.

Article 5 :

Le Permis d'Exploitation n°**13259** est valable jusqu'au **02/04/2024**. Il pourra être renouvelé pour une durée de quinze ans à chaque renouvellement.

Article 6 :

La société **LUALABA MINING RESOURCES Sarl** est notamment tenue de :

1. S'acquitter, en vertu des articles 47 alinéa 2, 196 alinéa 1^{er} lettre b et 198 du Code Minier ainsi que des articles 108, 385 lettre b et 396 du Règlement Minier :
 - pour la première année, des droits superficiels annuels par carré prorata temporis dans un délai de trente jours à compter de la date d'octroi du Permis d'Exploitation n°**13259** ;
 - pour chaque année entière suivante, des droits superficiels annuels par carré au plus tard le 31 mars de l'année concernée ;
 - pour la dernière année de la période de validité de Permis d'Exploitation n°**13259**, des droits superficiels annuels par carré prorata temporis au plus tard le 31 mars de cette année ;
 - transmettre chaque semestre un relevé du registre d'extraction et chaque année, le rapport d'activités à la Direction des Mines ainsi qu'à



la Division Provinciale des Mines et Géologie ou au Bureau Minier du ressort, en vertu des articles 216 du Codes Minier, 499 et 501 du Règlement Minier ;

2. Déposer tous les trimestres, à la Direction de Géologie, les échantillons prélevés au cours des travaux de recherches ainsi qu'une copie de sa carte de recherches, en vertu de l'article 50 alinéa 4 du Code Minier ;
3. Fournir aux agents de la Direction des mines, et à ceux de la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier dûment mandatés, tous les moyens de parcourir et d'inspecter ses travaux de recherches minières ;
4. Tenir sur terrain, un carnet ou registre de suivi journalier des travaux de prospection, de recherche et d'exploitation, vérifiables par les agents des Directions des Mines et de Géologie pendant l'inspection ;
5. Respecter les dispositions du chapitre VI du titre XVIII du Règlement Minier visant la mise en conformité environnementale des opérations exécutées en vertu du Permis d'Exploitation.

Article 7 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 30 du Code Minier, il est interdit aux tiers d'entreprendre les travaux de prospection, de recherches et/ou exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par le Permis d'Exploitation n°13259.

Article 8 :

Le Secrétaire Général aux Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 14 AVR 2017

Martin KABWELULU

AMPLIATIONS:

- Cabinet du Président de la République : (1)
- Cabinet du Premier Ministre : (1)
- Cabinet du Ministre des Mines : (2)
- Secrétariat Général des Mines : (1)
- Cadastre Minier : (1)
- C.T.C.P.M. : (1)
- SAESSCAM : (1)
- Direction du Service des Mines : (1)
- Direction des Investigations : (1)
- Direction chargée de la Protect de l'Environ. : (1)
- Div. Prov/des Mines & Géologie du ressort : (1)
- **Sté LUALABA MINING RESOURCES Sarl** : (1)

13